
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 18 au 24 octobre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

USMCA et relations Mexique / Etats-Unis

Selon la Chambre mexicaine du fer et de l'acier (Canacero), la production et les exportations d'acier mexicain auraient diminué de respectivement 8% (g.a.) et 30% (g.a.) depuis la mise en place par les Etats-Unis de droits de douane (25%) sur l'acier. La Fédération des chambres industrielles du Mexique (Concamin) estime que le problème posé par les droits de douane sur l'acier imposés par les Etats-Unis devrait être résolu d'ici deux semaines.

L'USMCA apporte de la confiance aux investisseurs dans le domaine pharmaceutique selon l'Association mexicaine pour la recherche et l'innovation pharmaceutique (AMIIF) : cette industrie pourrait ainsi multiplier par 3 ses investissements en recherche clinique au Mexique sur les 5 prochaines années. Lorsque l'ALENA a été conclu en 1994, la protection des données cliniques s'appliquait uniquement aux produits pharmaceutiques de synthèse ; l'USMCA étend cette protection aux produits pharmaceutiques biotechnologiques (dont les données seront protégées pendant 10 ans). Actuellement, au moins 160 M USD sont investis au Mexique chaque année dans ce domaine ; l'AMIIF s'attend ainsi à ce que ce montant atteigne les 500 M USD par an sur les cinq prochaines années.

Economie

Citibanamex prévoit un taux d'inflation de 4,94% (g.a.) pour la 1^{ère} quinzaine d'octobre 2018, contre 5,17% enregistré sur la même période en septembre 2018. Cette estimation reflète une croissance saisonnière des tarifs de l'électricité inférieure à celle enregistrée l'an passé à la même période et compensée en partie par la baisse du prix des fruits et légumes.

Citibanamex anticipe un déficit de la balance commerciale mexicaine de -1,45 Mds USD en septembre 2018. Les exportations de produits pétroliers devraient croître de +38% (g.a.) en septembre et celle de produits manufacturés de +7,3% (g.a.). Les importations de produits dérivés du pétrole devraient continuer de croître en septembre à un taux de +33% (g.a.).

Selon l'INEGI, le taux de chômage est resté constant entre août et septembre 2018, à 3,3% de la population active. Le taux d'actifs en situation précaire sur le marché du travail a baissé de 1pt% pour atteindre 6,7% en septembre. Le taux d'informalité s'est élevé à 56,8% de la population active en septembre, soit une baisse de -0,4 pt% (g.a.).

Fitch a réduit les perspectives de la note de PEMEX de « Stable » à « Négative ». Cette baisse reflète les inquiétudes de Fitch quant aux finances de l'entreprise et à sa future stratégie commerciale. Moody's a quant à elle attiré l'attention des investisseurs sur les conséquences négatives que pourrait avoir la stratégie du futur gouvernement dans le secteur.

Le 25 octobre, le peso atteint son niveau le plus bas depuis juillet 2018, soit 19,45 MXN/USD. L'incertitude liée à l'aéroport, la baisse des perspectives de la note de PEMEX et la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis ont contribué à la dépréciation du MXN.

AMLO a annoncé la nomination de Luis Cresencio Sandoval au poste de Ministre de la Défense et José Rafael Ajeda au poste de Ministre de la Marine.

Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM)

La consultation citoyenne sur le nouvel aéroport a commencé ce jeudi 25 octobre et se déroulera jusqu'à dimanche 28 octobre dans l'ensemble du pays.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 25/10/2018
Bourse (IPC)	-1,7%	-6,3%	46 375,35
Risque pays (EMBI+Mx)	+10,4%	+13%	201
Taux de change USD/Peso	+3,8%	+2,4%	19,54
Taux de change Euro/Peso	+2,25%	-1,2%	22,2
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-4,1%	+42,3%	70,66

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Les transferts de migrants (*remesas*) continuent d'affluer en Amérique Centrale. L'arrivée de *remesas* est une source de financement particulièrement importante dans les pays du triangle du Nord : entre janvier et septembre 2018, le Guatemala a reçu 6,8 Mds USD en transfert de fonds (+11,9% g.a.) ; le Salvador 4 Mds USD (+7,2% g.a.) et le Honduras 3,6 Mds USD (+9,3% g.a.).

M. Dante Mossi, de nationalité hondurienne, a été nommé Président de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Après 15 années passées à la Banque Mondiale en tant qu'économiste pour le Honduras et Chef des Opérations pour l'énergie en Afrique, il prendra la succession du Dr. Nick Rischbieth Glöe, en fonction depuis 2008. Il souhaite faciliter la mise en place de projets dans les zones en difficulté et où demeure un fort taux de pauvreté.

La Banque interaméricaine de développement (BID) envisage d'investir 750 M USD dans les pays du Triangle Nord (Guatemala, Salvador et Honduras) pour financer de grands projets d'infrastructures (principalement routiers et de transport) qui puissent générer de la compétitivité et du développement économiques dans ces 3 pays.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le ministère des Finances n'a reçu aucune offre d'achat pour les obligations qu'il a tenté de placer le 22 octobre. Le ministère a proposé une émission obligataire de 55,8 M USD arrivant à échéance en 2019, une obligation de 333 M USD à 2023 et un titre à échéance 2028 avec un solde de placement de 173,4 M USD. 2 autres titres de dettes libellés en collon et arrivant à maturité en 2025 et 2028 ont également été émis.

Sur les 9 premiers mois de l'année, le déficit budgétaire a atteint 4,5% du PIB, contre -4% du PIB pour la même période en 2017.

Du 12 au 23 octobre, la Banque centrale a vendu 131 M USD aux entités du secteur public, tirées des réserves monétaires. Cette pratique de la BCCR a pour but de maintenir le prix du dollar stable, autour de 595 CRC. Fin septembre, les réserves s'élevaient à 7,47 Mds USD, soit 6 mois d'importations de biens.

La pauvreté augmente dans le pays, en raison de la réduction des revenus des travailleurs indépendants. Selon l'enquête nationale des ménages 2018, le salaire du travail indépendant a diminué de -11,4% en 2017 (g.a.). La pauvreté extrême a augmenté de 0,6 pt%, pour atteindre 6,3% des foyers. 328 848 ménages costariciens sont pauvres et 1,1 million de costariciens ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins de base.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le Guatemala perd 5 places dans le classement sur la compétitivité élaboré par le Forum Economique Mondial, où il occupe la 96^{ème} place sur 140. Le pays est pénalisé par son manque d'infrastructure ferroviaire, le faible indice de connectivité routière, le mauvais état de son réseau routier, un réseau de téléphonie mobile instable, un fort taux d'homicide et un manque d'investissements en capital humain.

Les investissements dans les infrastructures routières ont augmenté de +110% (g.a.) en octobre 2018. Plus de 292 M USD ont ainsi été investis dans le cadre de projets de construction de nouvelles routes, de réfection et d'entretien du réseau routier. Plus de 2 600 km de route (sur un total d'environ 17 000 km que comporte le réseau routier du pays) ont bénéficié de ces investissements.

Les exportations de sucre ont atteint 488,5 M USD entre janvier et août 2018, soit une baisse de -28,7% (g.a.). Cette diminution s'explique par la chute des prix mondiaux du sucre (-25,9% g.a.) et la baisse des volumes exportés (de 1,5 M de tonnes en 2017 à 1,2 M de tonnes en 2018). Les exportations de sucre représentent 6,6% des exportations du Guatemala et figure parmi les 5 principaux produits exportés du pays. Le Guatemala demeure le 4^{ème} plus grand exportateur de sucre au niveau mondial et le 2nd en Amérique Latine.

Les exportations d'électricité ont atteint 105,6 M USD en août 2018, soit une augmentation de +48,8% (g.a.). Le pays a enregistré entre janvier et août 2018 une production d'électricité excédentaire de 1358,6 GWh (plus de 18,8% de la demande nationale), laquelle a principalement été vendue sur le Marché Electrique Régional (MER).

La Banque centrale du Guatemala utilisera à partir du 2nd semestre 2019 un nouveau système de comptes nationaux (le SCN 2008) qui prendra 2013 comme année de référence. Il remplacera le système actuel (SCN 1993) qui a pour base 2001. Il a pour but d'apporter plus de détails dans le calcul du produit intérieur brut (PIB) du pays et dans le poids de chaque secteur au sein de l'économie nationale.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

En août 2018, l'activité économique a progressé de +3,7% (g.a.). Cette croissance a notamment été tirée par le dynamisme du secteur financier (+7,8%).

La société chinoise Sinohydro vient de terminer les travaux de construction du barrage Patuca III qui représente la 2nd plus grande centrale hydroélectrique du pays (investissement de 350 M USD). L'électricité générée représentera 6% du total de l'énergie produite sur le territoire national. Le barrage aura pour but de répondre à la demande d'électricité de la part de la population et du secteur productif qui dépasse 1 300 MW. Au Honduras, plus de la moitié de l'énergie produite provient de centrales thermiques.

Le volume de surfaces mises en chantier par le secteur privé a augmenté de +5,7% (g.a.) au 1^{er} semestre 2018, pour atteindre un total de 789 300 m². 59,6% correspondent à des logements et 23,2% à des établissements commerciaux. La construction d'appartements dans la capitale Tegucigalpa a augmenté de +53,7% (g.a.).

Un accord entre le gouvernement et le secteur privé a été signé pour réformer le système d'énergie électrique du Honduras à partir de 2019. Cet accord bénéficiera à plus de 83% des abonnés (1,8 M de personnes) de l'Entreprise Nationale de l'Energie Electrique (ENEE), très endettée. L'objectif est de parvenir à proposer un service de qualité avec des tarifs plus justes et de développer un système électrique plus durable et moins dépendant du pétrole. Le gouvernement souhaite également mettre en place un chèque énergie pour soutenir financièrement les familles vulnérables consommant moins de 300 kWh par mois.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La crise continue d'impacter l'activité économique du pays : au 2^{ème} trimestre, le PIB a diminué de - 4,4% (g.a.). En août 2018, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a diminué de -3,9% (g.a.). Le secteur touristique est l'un des plus touché par la crise : le secteur aurait subi des pertes de revenus depuis le début de la crise équivalents à 231 M USD, selon le Ministre des Finances. Cette baisse pourrait durer : 24 vols qui devaient arriver au Nicaragua en provenance du Canada entre décembre et février 2019 ont été annulés, empêchant l'arrivée de 2 000 à 3 000 touristes.

Le gouvernement prévoit un déficit de 320 M USD pour l'année 2019. Le Ministère des Finances envisage des revenus de 2,2 Mds USD pour 2019 (soit une diminution de -17,6% - g.a., due à l'anticipation d'une baisse des recettes fiscales). Les dépenses pour 2019 devraient s'élever à 2,5 Mds USD.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Au cours des 9 premiers mois de l'année, l'activité commerciale de la zone franche de Colón a dépassé 16 Mds USD, soit 10% de plus que ce qui avait été enregistré pendant la même période en 2017.

Au Panama, 77% des entreprises ne prévoient pas de nouveaux investissements au cours du 4^{ème} trimestre de l'année et 38% n'entendent pas embaucher, selon une étude réalisée par le Centre d'études économiques de la Chambre de commerce de Panama. Selon le président du Conseil national de l'entreprise privée (Conep), cela s'explique par l'échéance électorale : historiquement, une année pré-électorale est une année de ralentissement, ce qui justifierait les réticences des entreprises à recruter du nouveau personnel.

L'Association Bancaire du Panama (ABP) prévoit d'appliquer un impôt de 7% aux transferts de migrants (remesas) sortant du pays afin de financer en partie l'augmentation des pensions de retraite prévue pour 2019. Ce projet de loi impliquerait que toute transaction depuis le Panama soit taxée, ce qui pourrait s'appliquer à tous les virements bancaires ainsi qu'à l'envoi de dividendes de sociétés étrangères établies dans le pays à leur société mère.

Dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange avec la Chine, la Chambre maritime du Panama, demande d'exclure le secteur maritime du traité, craignant un risque pour les investissements locaux.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le budget présenté par le gouvernement salvadorien pour 2019 est 23% plus élevé que celui de 2018, atteignant 6,7 Mds USD. Selon les estimations de La Fondation salvadorienne pour le développement économique et social (Fusades), un déficit budgétaire de 972,5 M USD (3,6% du PIB) pour le secteur public non financier (SPNF) pourrait être atteint, montant similaire à celui projeté par le Ministère des Finances pour 2019 (3,7% du PIB). Ce déficit va à l'encontre de la loi de responsabilité budgétaire pour la viabilité des finances publiques qui prévoyait une réduction du déficit à 3% du PIB entre 2017 et 2019.

Le Fonds vert pour le climat a approuvé le projet "Escalamiento de la resiliencia climática en los agroecosistemas del Corredor Seco de El Salvador" (RECLIMA) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) évalué à 127 M USD. 35,8 M USD seront apportés par le Fonds vert pour le climat ; 91,8 M USD

par le gouvernement et *Fondo de la Iniciativa para las Américas* (FIAES). Ce projet vise à renforcer la résilience des 50 000 agriculteurs salvadoriens vivant dans la région du *Corredor Seco* face aux phénomènes induits par le changement climatique.

L'aéroport international Oscar Arnulfo Romero décroche la norme ISO 9001:2015, certification internationale délivrée aux aéroports qui répondent aux exigences de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). C'est la première fois en 38 ans de fonctionnement que l'infrastructure aéroportuaire salvadorienne de la capitale du pays reçoit cette norme.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Antigua-et-Barbuda

2017 – PIB : 1,5 Mds USD | Pop : 102 000 hbts

Le gouvernement est prêt à prendre des mesures permettant d'empêcher l'évasion fiscale. L'OCDE a identifié le programme de citoyenneté par investissement du pays comme un moyen permettant à certains d'échapper à leurs obligations fiscales. Suite à cela, le gouvernement a annoncé être disposé à modifier ses lois pour garantir que les institutions financières locales puissent partager les informations bancaires.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

L'indicateur d'activité conjecturelle a crû de +1,8% (g.a.) entre avril et juin 2018. Le secteur primaire haïtien a connu une chute de -2,5% (g.a.) de son activité sur la période. L'industrie manufacturière et la construction ont crû de +2,7% (g.a.) et le secteur tertiaire de +2,2% (g.a.) sur la période.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Selon le rapport sur la compétitivité du Forum économique mondial, la compétitivité de la Jamaïque s'est dégradée en 2018, où elle atteint la 79^{ème}/140 place du classement (contre la 70^{ème} en 2017). Le taux d'homicide en Jamaïque, la faiblesse des dépenses en R&D, et le manque de fiabilité des forces de police sont ses points faibles.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'indice mensuel d'activité économique a connu une baisse de -8,8 points entre août et septembre, atteignant 52,7 points. Il se maintient au-dessus de la barre des 50 points pour le 8^{ème} mois consécutif.

La Banque centrale prévoit un taux de croissance de l'économie dominicaine de 6,5% (g.a.) pour 2018 (contre 6,4% selon le FMI et 5,6% selon la CEPAL). La croissance estimée de janvier à septembre 2018 atteint 6,9% (g.a.), tirée par le secteur de la construction et par le dynamisme des zones franches. La Banque Centrale estime que le secteur privé maintiendra son dynamisme pour le reste de l'année 2018, impulsé par la qualité des fondamentaux macroéconomiques et la bonne coordination entre politique monétaire et politique fiscale.

Selon la Banque Centrale, l'inflation devrait se maintenir à 3% pour la fin de l'année 2018, soit à la médiane de l'objectif d'inflation de la Banque centrale.

Selon la Banque Centrale, la balance courante devrait enregistrer un déficit de 1% du PIB en 2018.

Le secteur touristique a ainsi généré 8,84 Mds USD sur l'année, soit 11,6% du PIB et 38% des exportations de biens et de services.

La Banque Centrale estime que le déficit fiscal s'établira à 2,2% du PIB à la fin de l'année 2018, compte tenu de la modération des dépenses publiques.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.